

TI_GERICHTE 39.2014.2 vom 7. Juli 2011

TI Tribunale d'appello, 2011-07-07, IT

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti_gerichte_39.2014.2_d20110707

FR: TI_GERICHTE 39.2014.2 du 7 juillet 2011

IT: TI_GERICHTE 39.2014.2 del 7 luglio 2011

Regeste

Negato assegno formazione dopo maturità e fino inizio UNI, poiché formazione interrotta per servizio militare. Giurisprudenza federale: riconosce nuovo modello formaz. UNI (inizio 1/2 sett.) complica coordinamento con SR. Postulato CN. Ricorso accolto

Erwägungen

E. 1

Un figlio è ritenuto in formazione se segue un ciclo di formazione regolare e riconosciuto giuridicamente o perlomeno di fatto e, sistematicamente e per la maggior parte del suo tempo, si prepara a un diploma professionale o acquisisce una formazione generale che funge da base per diverse professioni.

E. 2

Sono considerate formazione anche soluzioni di occupazione transitorie quali i semestri di motivazione e i pretirocini nonché i soggiorni alla pari e i soggiorni linguistici, a condizione che comprendano una parte d'insegnamento scolastico.

E. 3

Non sono considerati interruzioni ai sensi del capoverso 2 i seguenti periodi, a condizione che la formazione sia proseguita immediatamente dopo: a. usuali periodi senza lezioni e vacanze per una durata massima di quattro mesi; b. il servizio militare o civile per una durata massima di cinque mesi; c. le interruzioni per motivi di salute o per gravidanza per una durata massima di 12 mesi." Nel Commentario delle modifiche dell'OAVS entrate in vigore il 1° gennaio 2011, l'UFAS ha sviluppato in particolare le seguenti considerazioni: " (...) Art. 49ter, al. 1 (Fin et interruption de la formation) La formation s'achève avec l'obtention d'un diplôme professionnel. Il est cependant possible qu'elle se poursuive ensuite immédiatement ou ultérieurement. Il en va de même pour un diplôme de fin d'étude (ex. maturité). Art. 49ter, al. 2 (Fin et interruption de la formation) Si la formation n'est pas régulièrement achevée dans les délais prévus, mais abandonnée auparavant, on mettra un terme au versement de la rente pour enfants/orphelins dès le moment en question. Une interruption de la formation devra être traitée de manière identique. Les prestations seront supprimées et ne seront reprises qu'à condition que l'enfant reprenne le chemin d'une formation (formation de remplacement ou nouvelle formation). Art. 49ter, al. 3 (Fin et interruption de la formation) Comme c'est déjà le cas jusqu'ici, certaines formes d'interruption dans la formation ne constituent pas un motif de cessation de versement des rentes pour enfants et d'orphelins. Il semble judicieux de compléter le catalogue existant desdites interruptions - pour cause d'accident, de maladie ou de grossesse - par les interruptions pour causes de vacances ou de périodes libres de cours qui font partie intégrante du temps prévu dans le déroulement de la formation pour autant qu'elle se

poursuive ensuite immédiatement. Le diplômé avec maturité gymnasiale sera ainsi considéré comme en formation jusqu'au début des cours de l'université ou d'une autre institution de formation si l'interruption ne dure pas plus de 4 mois (par exemple, maturité en juin et début des cours à l'université mi-septembre). Mais s'il décide par exemple de prendre une année de transition (vacances, travail, service militaire), il ne sera plus considéré en formation après sa maturité ; il en va de même s'il s'inscrit à l'université pour un semestre de congé. Par souci d'égalité de traitement, le délai maximal d'interruption de 4 mois en tant que période usuelle libre de cours (jusqu'à la poursuite de la formation) vaut également pour le titulaire d'une maturité professionnelle. Encore sied-il que durant la période en question, le revenu d'activité lucrative réalisé par l'intéressé ne soit pas supérieur à la limite de revenu autorisée par l'art. 49, al. 3. La personne qui effectue de nos jours son service militaire dans l'armée suisse perçoit environ 2'000 francs par mois (une recrue 62 francs par jour à titre d'allocation pour perte de gain et 4 francs de solde), tout en étant nourrie et exemptée du paiement des primes de la caisse maladie. Dans le cadre d'un service d'avancement visant à l'obtention d'un grade supérieur ou d'une nouvelle fonction, l'allocation pour perte de gain et la solde atteignent 3'000 à 4000 francs. Ces revenus non négligeables justifient une interruption du versement des rentes d'orphelins et pour enfants pendant les interruptions de formation professionnelles pour cause de service militaire ou de service civil. Une exception est cependant admise lorsqu'un cours de répétition ou une école de recrue (ER) sont accomplis entre deux modules de formation ou semestres durant une période usuellement libre de cours. Il est ainsi possible d'accomplir une ER (dont la durée varie entre 18 et 21 semaines selon l'arme) quand bien même ce cas de figure n'est plus très fréquent. En effet, il est rare que les périodes libres de cours dépassent 15 à 16 semaines, de sorte qu'il est difficile d'y placer une ER d'une durée approximative de 5 mois. La recrue peut cependant s'arranger pour manquer quelques cours d'université ou fractionner son école de recrue afin de l'accomplir en plusieurs parties lors des vacances usuelles. Si toutefois, pour effectuer son service militaire ou civil, la personne «saute» un ou deux semestres ou remet à plus tard le début de ses études, elle n'aura plus droit à la rente d'orphelin ou pour enfant pendant son service. Par conséquent une ER effectuée d'une seule traite ne peut plus que très rarement être reconnue comme période de formation. A l'inverse, celui qui opte pour un modèle de «service militaire durant les périodes libres de cours» ne doit pas être préterité par rapport à l'étudiant qui exerce une activité lucrative durant ses vacances inter-semestrielles, soit durant les périodes usuellement libres de cours. Quant aux services de plus longue durée (militaire en service long et paiement de galons à la suite), ils ne sont possibles qu'en «sautant» des semestres, soit par une interruption de formation durant laquelle la rente pour enfant/orphelin ne sera pas versée. Par la disposition en question, les interruptions de formation «payées» doivent être clairement limitées aux interruptions objectives essentielles. On se trouve, ce faisant, en adéquation avec la pratique actuelle." A proposito della fine e dell'interruzione della formazione professionale le Direttive dell'UFAS, in vigore dal 1° gennaio 2013, prevedono che: " (...) 3368 Si la formation professionnelle est interrompue prématurément, elle est considérée comme ayant pris fin. L'enfant n'est donc plus considéré comme étant en formation jusqu'à une reprise éventuelle ultérieure de celle-ci. Il en est de même pour la période entre l'abandon d'un apprentissage et le début d'un nouvel apprentissage. 3369 Si la formation professionnelle est interrompue, elle est - sous réserve des interruptions au sens des chiffres suivants - en principe considérée comme ayant pris fin. Tel est également le cas lorsque seul un objectif intermédiaire a jusqu'alors été atteint, tel l'obtention d'une maturité par exemple.

3370 Des vacances ou autres périodes sans cours usuelles 1/12 d'une durée maximale de 4 mois ne peuvent être assimilées à de la formation professionnelle que si elles sont comprises entre deux phases de formation et que la formation soit poursuivie immédiatement après. Les mois entamés sont pris en compte. Ainsi, une période située entre le 16 juin (maturité) et le 16 octobre porte sur 4 mois. Autrement dit: - La période sans cours suivant la maturité gymnasiale n'est considérée comme formation que si l'intéressé reprend ses études au plus tard 4 mois après l'obtention de sa maturité. A défaut, on considère le cap de la maturité comme une fin (provisoire) de la formation. - Dans le cas d'une maturité professionnelle, l'interruption maximale pouvant être assimilée à la formation est également de

E. 4

luglio 2014 l'UFAS ha così risposto: " Con l'introduzione degli articoli 49 bis e 49 ter OAVS, il Consiglio federale ha fissato dei criteri generali intesi a meglio definire la nozione di formazione e a stabilire più chiaramente quando questa è conclusa o interrotta. Queste norme si fondano sui principi generali sviluppati nel tempo dalla giurisprudenza e dalla dottrina e includono la regola secondo la quale il giovane, che consegue un reddito da attività lucrativa mensile medio superiore alla rendita massima di vecchiaia della scala 44, non può più essere considerato in formazione. Inoltre, in esse è chiaramente stabilito che la formazione può essere considerata conclusa (almeno provvisoriamente) non solo quando essa è completata secondo il programma previsto ma anche nei casi in cui essa è abbandonata o interrotta. Il Consiglio federale ha tuttavia previsto tre eccezioni alla regola in base alla quale un'interruzione equivale alla fine della formazione, a condizione, beninteso, che la stessa sia immediatamente proseguita dopo la fine dell'interruzione. Queste eccezioni contemplano le normali vacanze tra due cicli di studi fino a un massimo di quattro mesi, l'effettuazione di un servizio militare o civile fino a un massimo di cinque mesi o, ancora, le sospensioni connesse allo stato di salute per una durata massima di dodici mesi. Tuttavia, il susseguirsi una dietro l'altra di queste interruzioni, pur se le stesse non superassero i limiti previsti dall'ordinanza, non permette di estendere l'eccezione alla fine della formazione prevista per ciascuna presa a sé stante. L'impossibilità di applicare una tale interpretazione è ben illustrata nell'esempio esposto nel commentario alle modifiche dell'OAVS del 1° gennaio 2011 a proposito dell'art. 49 ter cpv. 3 OAVS dove viene chiaramente indicato che il giovane maturando, qualora decidesse di prendersi un anno di transizione nel quale, indistintamente, facesse un po' di vacanza, svolgesse un periodo di servizio militare e, magari, esercitasse una breve attività lucrativa, non potrebbe più essere considerato, fino a ripresa eventuale degli studi, come in formazione. Dal nostro punto di vista, inoltre, la STF 9C_283/2010 del 17 dicembre 2010 (resa, quindi, prima dell'entrata in vigore della modifica dell'ordinanza) non può essere presa in considerazione per giudicare il caso da Lei sottopostoci. In effetti, è stato il ripetersi di situazioni analoghe a quelle giudicate in tale sentenza dal TF che ha spinto il Consiglio federale a precisare nell'ordinanza delle condizioni chiare per distinguere le interruzioni inevitabili dovute a cause di forza maggiore da quelle determinate dalla volontà o dall'inazione degli interessati." (Doc. X) Al riguardo l'assicurato ha formulato le seguenti osservazioni: " Da parte dell'UFAS, visto che ha emesso le Direttive sulle rendite (DR) da me contestate, non mi aspettavo di certo una risposta a me favorevole. Mi auspicavo però almeno una risposta chiara alle pertinenti domande poste dall'Onorevole Giudice Cattaneo. Al contrario, benché esplicitamente richiesto, non vengono indicati i motivi per i quali non dovrebbe essere possibile il cumulo dei periodi di interruzione della formazione, previsti dall'art. 49 ter cpv.

3 dell'Ordinanza sull'assicurazione per la vecchiaia e per i superstiti (OAVS). L'UFAS si limita infatti a giustificare tale affermazione con il riferimento all'esempio che ha esposto nel suo commentario alle modifiche dell'art. 49 ter OAVS. A mio modo di vedere, tale esempio non è però appropriato. Prima di tutto perché la decisione di prendersi un anno di transizione non è imposta da nessuno (l'assolvimento della scuola reclute invece sì; se non lo fosse stato, mio figlio si sarebbe iscritto normalmente all'università ed il problema non sarebbe nato). In secondo luogo perché l'esercizio di un'attività lucrativa non rientra nei periodi di interruzione della formazione elencati all'art. 49 ter cpv. 3 OAVS. Una sospensione (volontaria) degli studi per un periodo di 12 mesi supera quindi chiaramente le limitazioni descritte alla lett. a e alla lett. b del citato articolo OAVS e di conseguenza è normale che in casi del genere si perda il diritto all'assegno di formazione. Come ben dice l'UFAS, bisognerebbe distinguere fra le interruzioni inevitabili dovute a cause di forza maggiore (come lo è il caso in esame) da quelle determinate dalla volontà degli interessati (sono convinto che le intenzioni del Consiglio federale, con l'introduzione degli articoli 49 bis e 49 ter OAVS, erano effettivamente queste e non quelle di creare delle disparità di trattamento). Purtroppo contraente a quanto sostenuto dall'UFAS, secondo me l'ordinanza non è molto chiara e le relative DR contengono delle disposizioni contrarie alla giurisprudenza vigente. Tengo a ribadire che la sentenza STF 9C_283/2010 del 17 dicembre 2010 (che ora non si vuol prendere in considerazione per giudicare la fattispecie) è stata emessa dopo la modifica dell'Ordinanza (avvenuta in data 24.9.2010). Con tale sentenza il Tribunale federale ha chiaramente evidenziato che la distinzione contemplata dalle DR, fra studenti che possono pianificare il servizio militare e quelli che invece non lo possono fare, è contraria al principio di parità di trattamento. Com'è possibile che le nuove DR, entrate in vigore tredici giorni dopo, prevedono (in pratica) ancora la stessa cosa? Infatti, come già evidenziato nel mio ricorso, la marginale 3371, così come formulata, non può essere applicata, creando così quella disparità di trattamento deplorata dal Tribunale federale." (Doc. XII) 2.5. Nella sentenza 9C_283/2010 del 17 dicembre 2010, riprodotta al consid. 2.2, il Tribunale federale ha chiaramente affermato che l'obbligo generale di prestare il servizio militare costituisce tuttora una componente essenziale del sistema di milizia dell'esercito svizzero, ragione per cui il servizio obbligatorio non può essere assimilato ad un'attività che interrompe la formazione professionale. Questo principio è stato ribadito nella sentenza 8C_690/2011 del 16 luglio 2012 pubblicata in DTF 138 V 286, consid. 4.5. L'Alta Corte, sempre nella sentenza del 17 dicembre 2010, ha inoltre riconosciuto che il nuovo modello di formazione nelle università e nelle scuole universitarie professionali ha notevolmente complicato il coordinamento tra le attività civili e militari. Ciò è stato peraltro ammesso pure dal Consiglio nazionale, attraverso l'adozione del postulato 12.32.10. Il Tribunale federale ha infine sottolineato che il frazionamento del servizio militare di 18 rispettivamente di 21 settimane, a dipendenza dell'incorporazione, non costituisce un diritto incondizionato del milite. Queste sentenze federali possono e devono essere tenute in considerazione dal TCA malgrado l'introduzione nell'ordinanza dei nuovi articoli 49 bis e 49 ter (cfr. sul tema DTF 111 V 251). Nella presente fattispecie la maturità, conseguita dall'assicurato nel giugno del 2012 presso il Liceo di _____ costituisce incontestabilmente il primo passo di una formazione già pianificata presso l'Università di _____. Quel titolo di studio, come tale, non è dunque atto ad interrompere la formazione (cfr. DTF 138 V 286, consid. 4.3 pag. 290; STF 8C_710/2013 del 29 luglio 2014, consid. 5.1.2). _____, dopo il conseguimento della maturità, ha dapprima effettuato un periodo di vacanza (e, secondo le affermazioni del padre, ha pure perfezionato

le proprie conoscenze linguistiche, cfr. consid.1.3 e STF 8C_710/2013 del 29 luglio 2014, consid. 5.2.2 in fine), per un periodo inferiore ai quattro mesi (cfr. art. 49 ter cpv. 3 lett. a OAVS), ed ha quindi immediatamente svolto 21 settimane di servizio militare (dal 29 ottobre 2012 al 5 aprile 2013; cfr. art. 49 ter cpv. 3 lett. b), per poi riprendere immediatamente gli studi (corso linguistico, corso estivo e, dal 17 settembre 2013 Università a _____, cfr. doc. 3.1 – doc. 3.7). Alla luce delle considerazioni sviluppate dal Tribunale federale occorre concludere che, nel caso concreto, non vi è stata interruzione della formazione, in quanto nel caso dell'assicurato l'inizio degli studi universitari è stato ritardato dall'obbligo di prestare il servizio militare, combinato con il nuovo programma di studi universitari (modello di Bologna). Secondo questo Tribunale, e contrariamente al parere dell'UFAS, una corretta applicazione delle norme, al fine di garantire l'uguaglianza di trattamento tra gli assicurati (cfr. STF 9C_283/2010 del 17 dicembre 2010, consid. 4.6; DTF 122 V 64 consid. 5; STCA 39.1999.18 del 15 febbraio 2000 e RDAT I-2001 pag. 52 seg.), in particolare tra quelli che adempiono agli obblighi di servizio e quelli che non sono tenuti a prestare il servizio militare, impone dunque di cumulare i periodi che, secondo l'art. 49 ter cpv. 3 OAVS, non interrompono la formazione professionale. La possibilità di cumulo tra diversi motivi previsti dalla legge è peraltro conosciuta anche in altre assicurazioni sociali (ad esempio in materia di assicurazione contro la disoccupazione, a proposito degli art. 13 e 14 LADI, cfr. DTF 131 V 279; STF C 25/07 del 22 novembre 2007 consid. 4.1: " tout comme le cumul entre les différents motifs de libération, le cumul de périodes de cotisation et de motifs de libération ..."; B Rubin, "Commentaire de la loi sur l'assurance-chômage. Ed. Schulthess 2014, n. 7 pag. 134). Di conseguenza la decisione su opposizione del 27 gennaio 2014 deve essere annullata e gli atti vanno rinviati alla cassa affinché appuri se il presupposto economico per riconoscere il diritto agli assegni di formazione fissato all'art. 49bis cpv. 3 LAF (cfr. consid. 2.1) nella presente fattispecie è realizzato oppure no (cfr. STF 8C_875/2013 del 29 aprile 2014; STCA 39.2012.9 del 20 giugno 2013 in RtiD I-2014 pag. 373-375).

E. 4.3

En comparaison avec le passé (cf. supra consid. 3.2), la pratique administrative est désormais extrêmement restrictive. Interprété littéralement, le chiffre 3371.2 des Directives concernant les rentes exige de l'étudiant astreint, quel que soit le cursus qu'il poursuit au sein de l'armée (école de recrues ou formation de cadre), qu'il fractionne son service militaire pour conserver un statut de personne en formation. Dans le cas de figure le plus simple, l'étudiant astreint qui accomplit uniquement son école de recrues, soit une période de 18 ou 21 semaines en fonction de l'arme, doit désormais la faire en deux blocs distincts pour que soit maintenu le droit à une rente d'orphelin ou une rente complémentaire pour enfant (voir également le Commentaire des modifications du RAVS au 1er janvier 2011, ad art. 49ter al. 3 RAVS). Il suit de là que le principe dégagé autrefois par la jurisprudence, selon lequel le service militaire obligatoire n'interrompt pas la formation, a été fortement atténué.

E. 4.4

Dans les observations qu'il a déposées à la demande de la Cour de céans, l'OFAS a indiqué que la réforme de Bologne impliquait désormais une prise de responsabilité accrue des étudiants. La planification du plan d'études imposait des choix contraignants. Si une personne choisissait de ne pas coordonner ses obligations militaires avec sa formation afin d'achever celle-ci dans des délais normaux, elle devait en supporter les conséquences.

E. 4.5

Für die hier vorzunehmende Abgrenzung zwischen Unterbruch einer (kontinuierlichen) Ausbildung einerseits und Abbruch einer Ausbildung und Aufnahme einer neuen Ausbildung andererseits spielt der Grund der "Lücke" in der Ausbildung keine Rolle. Insofern ist unerheblich, ob diese "Lücke" durch die Absolvierung der Rekrutenschule entsteht oder aus anderen Gründen. Denn ein Leistungsanspruch während der Absolvierung von Militär- oder Zivildienst besteht nach konstanter Praxis nicht grundsätzlich, sondern nur, wenn die begonnene Ausbildung nach Leistung des Militär- oder Zivildienstes bei der nächstmöglichen Gelegenheit fortgesetzt wird (vgl. etwa Urteil 9C_283/2010 vom 17. Dezember 2010 E. 3.2 mit Verweis auf ZAK 1967 S. 550, I 141/67). Dabei ist unbeachtlich, ob die Ausbildung nach der Matura mit einem Hochschulstudium oder einem anderen Lehrgang fortgesetzt wird; massgebend ist jedoch, dass es sich insgesamt um eine kontinuierliche Ausbildung handelt (vgl. E. 4.3 sowie Urteil 9C_910/2008 vom 28. Januar 2009 E. 3, wo von der "erforderlichen Kontinuität der Ausbildung" die Rede ist)."

In data 15 giugno 2012 il Consiglio nazionale ha adottato un postulato 12.32.10 "Conciliare meglio la scuola reclute e gli studi superiori" del deputato Jacques André Maire e confirmatari del seguente tenore: " Testo depositato Il Consiglio federale è incaricato di esaminare, insieme ai cantoni, alle università e alle scuole universitarie, soluzioni che permettano di conciliare meglio l'adempimento della scuola reclute e gli studi superiori. Motivazione Quando la scuola reclute durava solo 17 settimane e il semestre universitario cominciava a metà ottobre, era possibile assolvere la scuola reclute durante le vacanze estive e in autunno iniziare, o proseguire, senza troppi problemi gli studi presso le università o le scuole universitarie professionali (SUP), poiché i due impegni si accavallavano solo per 2 o 3 settimane. Ora è diventato estremamente difficile, se non impossibile, conciliare nello stesso anno queste due attività poiché nella maggior parte dei casi la durata della scuola reclute è di 21 settimane e l'inizio dell'anno accademico di università e SUP è stato anticipato a metà settembre, per adattarlo al sistema di Bologna. Nella sua risposta alla mozione Stump (10.3832), il Consiglio federale ha ammesso che "l'introduzione del modello di Bologna ha reso prartilmente impossibile agli studenti di assolvere lunghi servizi d'istruzione di base durante le vacanze universitarie". Ancora oggi la situazione non è soddisfacente per gli studenti. Il Consiglio federale è quindi incaricato di esaminare, insieme a cantoni, alle università e alle SUP, le diverse soluzioni per evitare che gli studenti perdano un semestre, se non addirittura un anno accademico, a causa della scuola reclute, fatto che ha evidentemente delle conseguenze finanziarie per gli studenti e le loro famiglie, in particolare per quelle più modeste. A mio parere ciò sarebbe fattibile, per esempio, accorciando di 2 o 3 settimane la durata della scuola reclute e posticipando di qualche settimana l'inizio del primo anno accademico. In ogni caso l'importante è che la Confederazione da un lato, e i cantoni, le università e le SUP dall'altro, facciano uno sforzo comune per trovare una soluzione favorevole per gli studenti."

2.3. Per costante giurisprudenza dovendosi pronunciare sulla legalità di un'ordinanza del Consiglio federale emanata in forza di una delega del Parlamento, il Tribunale federale esamina di principio liberamente la questione. Nella misura in cui la delega legislativa è relativamente imprecisa e, di conseguenza, attribuisce all'esecutivo un ampio potere d'apprezzamento, il tribunale deve tuttavia limitarsi ad esaminare se la normativa esecutiva sconfini manifestamente dal quadro di competenze delegate o se, per altri motivi, è contraria alla legge o alla Costituzione. A questo proposito, una disposizione regolamentare viola l'art. 8 Cost. quando non si basa su motivi validi, è priva di senso o utilità, oppure opera distinzioni giuridiche

che non trovano giustificazione alcuna nella fattispecie da disciplinare. Nell'ambito di questo esame, il giudice non deve tuttavia sostituire il proprio apprezzamento a quello dell'autorità da cui emana la regolamentazione in causa. Al contrario, egli deve limitarsi a verificare che la disposizione litigiosa sia atta a realizzare oggettivamente lo scopo che si prefigge la legge senza preoccuparsi, in particolare, di sapere se essa costituisca il mezzo maggiormente appropriato per il raggiungimento di tale scopo (DTF 130 V 473, DTF 130 V 294, DTF 129 II 164 consid. 2.3, DTF 128 V 98 consid. 5a, DTF 128 V 105 consid. 6a, 219 consid. 2 e i riferimenti ivi citati; STFA K 121/01 del 6 marzo 2006; STCA 36.2006.71 del 23 ottobre 2006). 2.4. Nella presente fattispecie l'art. 49 ter OAVS si fonda sulla delega dell'art. 25 cpv. 5 LAVS secondo la quale "il Consiglio federale può stabilire che cosa si intende per formazione" (sul tema cfr. STF 8C_710/2013 del 29 luglio 2014, consid. 3.2 – 3.3.1) In data 18 giugno 2014 il Presidente del TCA ha posto all'UFAS il seguente quesito: " Il TCA è confrontato con il caso del figlio di un assicurato che ha conseguito nel giugno 2012 la maturità liceale e che ha deciso di continuare gli studi a livello universitario. Nel periodo dal 29 ottobre 2012 al 5 aprile 2013 egli ha svolto la scuola reclute. Il 6 maggio 2013 ha iniziato un corso di lingua francese. La Cassa cantonale per gli assegni familiari ha riconosciuto il diritto agli assegni di formazione fino al 30 giugno 2012 ed in seguito dal 1° maggio 2013. L'assicurato ritiene che non vi sia interruzione della formazione e chiede che gli assegni vengano versati anche dal 1° luglio 2012 al 30 aprile 2013. L'art. 49ter cpv. 3 OAVS ha il seguente tenore: " Non sono considerati interruzioni ai sensi del capoverso 2 i seguenti periodi, a condizione che la formazione sia proseguita immediatamente dopo: a. usuali periodi senza lezioni e vacanze per una durata massima di quattro mesi; b. il servizio militare o civile per una durata massima di cinque mesi; c. le interruzioni per motivi di salute o per gravidanza per una durata massima di 12 mesi." Constato che nelle Direttive sulle rendite viene esaminato separatamente il tema dell'interruzione della formazione per le vacanze scolastiche e quello dell'interruzione per il servizio militare (cfr. Commentario delle modifiche dell'OAVS entrate in vigore il 1° gennaio 2011 e DR n. 3370 e 3371). In una situazione come quella da me descritta, ritenete realmente che siamo in presenza dell'interruzione della formazione, visto l'obbligo per gli studenti di effettuare il servizio militare, senza che vi sia un'adeguata coordinazione con l'inizio dei semestri universitari e che il frazionamento della scuola reclute non è automaticamente concesso (cfr. il postulato 12.3210 Maire del 15 marzo 2012 e la STF 9C_283/2010 del 17 dicembre 2010)? In altri termini, i periodi di interruzione della formazione secondo la lett. a e la lett. b dell'art. 49ter cpv. 3 OAVS possono essere cumulati oppure no? Per quali motivi?" (Doc. IX) Il

E. 4.6

Le Tribunal fédéral ne voit aucune raison qui justifierait aujourd'hui de s'écarter du principe jurisprudentiel que le Tribunal fédéral des assurances avait posé jadis. Quoi qu'en dise l'Office fédéral des assurances sociales, l'introduction de la réforme de Bologne n'a à l'évidence en rien modifié la situation juridique qui prévalait jusqu'à ce jour. Malgré les adaptations de l'instruction militaire apportées par la réforme Armée XXI, les fondements de l'armée n'ont pas changé: l'obligation générale de servir demeure une composante essentielle du système de milice de l'armée suisse. Cette particularité interdit encore maintenant d'assimiler le service obligatoire à une activité propre à interrompre la formation professionnelle. Certes, aujourd'hui, tout comme hier d'ailleurs (cf. art. 34 al. 2 de l'ordonnance du 20 septembre 1999 concernant la durée du service militaire, le service d'instruction ainsi que les promotions et les mutations dans l'armée [OSI; RO 1999 2915]; art. 8 al. 2 de l'ordonnance du 24 août 1994 sur l'accomplissement des services d'instruction

[OASI; RO 1994 2954]; art. 7 al. 2 de l'ordonnance du 18 octobre 1989 sur l'accomplissement des services d'instruction [OASI; RO 1989 2181]; art. 7 de l'ordonnance du 4 septembre 1965 du département militaire fédéral concernant l'accomplissement du service d'instruction), les militaires ont la possibilité de demander - avec les désagréments que cela comporte - le fractionnement de leur service. Il ne s'agit toutefois pas d'un droit inconditionnel puisqu'un fractionnement n'est accordé que si le déroulement du service le permet et si la répartition répond à des impératifs de formation civile ou professionnelle (voir art. 24 al. 4 de l'ordonnance du 19 novembre 2003 concernant les obligations militaires [OOMi; RS 512.21]). Par l'entremise du chiffre 3371.2 des Directives concernant les rentes, l'OFAS établit ainsi une distinction, que rien ne justifie du point de vue de l'obligation générale de servir, entre les étudiants qui peuvent bénéficier d'un aménagement de leur service militaire et ceux qui ne le peuvent pas. Dans ces conditions, le changement de pratique opéré par l'OFAS, outre le fait qu'il ne semble visiblement pas reposer sur des motifs sérieux et objectifs, est contraire au principe de l'égalité de traitement.

E. 4.7

Force est de constater que les conditions fixées par la jurisprudence pour procéder à un changement de pratique administrative n'étaient pas réunies; le chiffre 3371.2 des Directives concernant les rentes n'est pas conforme à la loi et à la jurisprudence. Le recourant peut dès lors prétendre au versement de la rente pour enfant pour la période où son fils a accompli son service militaire. La décision litigieuse et le jugement attaqué doivent être annulés. (...) In una sentenza 8C-690/2011 del 16 luglio 2012 pubblicata in DTF 138 V 286 al consid.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.